

## Communiqué de la Coordination Nationale du 22 février 09

La Coordination Nationale se félicite de l'ouverture de négociations entre les personnels du centre hospitalier de Lisieux et l'ARH de Basse Normandie dès le 23 février. Enfin !

A Lisieux, comme partout, l'arbitraire, l'absence de dialogue a prévalu jusqu'à présent.

Partout, l'hôpital public étranglé financièrement, est confronté à des difficultés de fonctionnement, des suppressions de postes, une dégradation des conditions de travail des personnels, à une limitation de l'offre et de la qualité des soins.

C'est inacceptable !

La Coordination Nationale apporte son soutien aux personnels hospitaliers en lutte, à Lisieux comme récemment à Besançon, Gap ....

Elle appelle à poursuivre la mobilisation pour obtenir le retrait de la Loi HPST qui poursuit le dépeçage de l'hôpital public au profit du secteur privé.

Elle apporte son soutien à la journée nationale d'action du 5 mars des organisations syndicales de personnels et de médecins pour défendre la Santé publique.

### **Communiqué de presse des grévistes et « jeûneurs de la faim »**

**NOUS SUSPENDONS NOTRE GREVE DE LA FAIM CAR ENFIN, ALORS QUE DEPUIS DES MOIS NOUS CRIONS DANS LE VIDE, LES CONDITIONS D'UNE NEGOCIATION SEMBLENT SE METTRE EN PLACE CE LUNDI.**

**NOUS REMERCIONS TOUTES CELLES ET TOUS CEUX QUI DE PARTOUT NOUS ONT CHALEUREUSEMENT SOUTENUS**

**1 – NOUS VOULONS EN MESURES IMMEDIATES TANT SUR L'HOPITAL QUE SUR LE SECTEUR MEDICO-SOCIAL:**

**QUE TOUTE MESURES SOIENT PRISES POUR ASSURER DES CONDITIONS DE TRAVAIL DECENTES ET SECURISEES QUI PERMETTENT LES SOINS DANS DES CONDITIONS NORMALES DANS LES SERVICES, C'EST A DIRE REMETTRE LES EFFECTIFS NECESSAIRES OU CELA S'IMPOSE.**

**L'ARRET DE LA PRECARITE AVEC DES MISES EN STAGE EN NOMBRE SANS DELAI.**

**L'ARRET DES MESURES DE BASSES ECONOMIES COMME LES HEURES SUPPLEMENTAIRES QUI N'EN SERAIENT PLUS OU LE RALLONGEMENT DE LA PLAGE DES CONGES ANNUELS D'ETE.**

**NOUS DEMANDONS LA REPRISE DES INSCRIPTIONS A LA CRECHE ET DES GARANTIES SERIEUSES SUR LE MAINTIEN D'UNE STRUCTURE D'ACCUEIL DE PROXIMITE EN NOMBRE DE PLACE SUFFISANTE POUVANT ACCUEILLIR LES ENFANTS TANT EN HORAIRE NORMAL QU'ATYPIQUE.**

**LES CONDITIONS DE RESOLUTION DE PROBLEMES GRAVES QUI DURENT DEPUIS DES MOIS ET QUI METTENT LES AGENTS EN DIFFICULTE.**

## 2 – A MOYEN TERME

L'EVALUATION ET DU PLAN DE RETOUR A L'EQUILIBRE ET DES MESURES NEGATIVES CONCERNANT LES PERSONNELS, IL NOUS PARAIT IMPORTANT DE CONNAITRE PRECISEMENT LES RAISONS DU DEFICIT ET D'EN REGLER LES CAUSES PLUTOT QU'A CHAQUE FOIS D'EN FAIRE SUBIR INDUMENT LES CONSEQUENCES ET LES RISQUES AUX PERSONNELS NON MEDICAUX.

NOTRE DEFICIT CUMULE DOIT ETRE EFFACE DANS LES MEILLEURS DELAIS CAR IL EST EN GRAND PARTIE LIE A DES MANQUES DE FINANCEMENT.

ENFIN LA POLITIQUE MENEES NE SAURAIT SE TRADUIRE COMME ACTUELLEMENT PAR UNE FRAGILISATION DES SERVICES MAIS AU CONTRAIRE, IL FAUT QUE NOTRE HOPITAL PUBLIC SOIT RETABLI DANS SON ROLE D'HOPITAL DE REFERENCE SUR LE TERRITOIRE, CELA PASSE EN PARTICULIER PAR LE MAINTIEN DE TOUTES NOS SPECIALITES CHIRURGICALES.

SUR LE SECTEUR MEDICO-SOCIAL DES PISTES EXISTENT POUR DYNAMISER CE SECTEUR ET NON LE PLOMBER COMME CELA SE FAT ACTUELLEMENT, NOUS NE POUVONS ACCEPTER UNE PRISE EN CHARGE AU RABAIS !!!!

LES CONDITIONS D'UN VERITABLE DIALOGUE SOCIAL DOIVENT PREVALOIR AVEC UNE VERITABLE POLITIQUE SOCIALE AVEC DES POSSIBILITES D'EVOLUTION DE CARRIERE POUR CHAQUE AGENT, TOUT AU LONG DE SA VIE.

SUR TOUS CES DOSSIERS, NOUS NE FAISONS PAS QUE CRIER, NOUS AVONS ET FERRONS FAIT DES PROPOSITIONS.

SI NOTRE GREVE DE LA FAIM EST SUSPENDUE, NI LA GREVE NI LA MOBILISATION ET LA COLERE DES PERSONNELS NE SONT SUSPENDUES, FAUTE DE SOLUTIONS SATISFAISANTES ET RAPIDES, LA DECEPTION POURRAIT LAISSER PLACE A LA COLERE.

ENFIN LA LOI BACHELOT EST POUR NOUS UNE MAUVAISE LOI CAR L'HOPITAL N'EST PAS UNE ENTREPRISE ET SES ACTIVITES RENTABLES NE DOIVENT PAS ETRE PRIVATISEES.

Lisieux, le 22 février 2009

\*\*\*\*\*

**Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité**  
**Fondée à Saint Affrique en 2004**

Siège : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE - Site : <http://www.coordination-nationale.org> - Adresse :  
[Postmaster@coordination-nationale.org](mailto:Postmaster@coordination-nationale.org)

**Association agréée N2008AG0003 - Arrêté du 14/08/2008 - SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00017**

Président Michel ANTONY - [Michel.Antony@wanadoo.fr](mailto:Michel.Antony@wanadoo.fr) - Tel.03.84.62.91.65 - 09.62.51.02.57 - 06.63.82.28.24

Vice Présidente Françoise NAY - [jean.rostandivry@wanadoo.fr](mailto:jean.rostandivry@wanadoo.fr) - Tel 01 46 72 63 82 - 06 07 89 06 57